

Les conseils ouvriers en Allemagne (1918 – 1921)

Henk Canne Meijer
Éditions Échanges et Mouvement, 2007

Extraits de la présentation

[A propos d'un ouvrage allemand non traduit en français et paru en 1954] Walter Tormin relève que selon les zones géographiques, le nombre des ouvriers et leur expérience, le conseil ouvrier peut être un succédané du parti ou du syndicat, un forum pour militants aguerris, le lieu de regroupement de classe ou bien même un composé de ces fonctions, une organisation n'étant que la forme matérielle des besoins et des intérêts de ses membres. [...]

Pas plus la France, les Pays-Bas n'ont traversé les bouleversements vécus par la Russie et l'Allemagne dans l'après-première-guerre-mondiale. D'où l'intérêt des théoriciens néerlandais des conseils ouvriers pour les débats d'idées plus que pour les luttes concrètes de la classe ouvrière. L'ouvrage d'Anton Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, publié pour la première fois en néerlandais en 1946, offre la meilleure illustration de cette tendance.

L'étude des conseils ouvriers allemands de Henk Canne Meijer (1890 – 1962) publiée en novembre 1938 dans le n° 3 de la revue néerlandaise *Radencommunisme*, fait exception.

Le mouvement des conseils en Allemagne

La Révolution éclate

En novembre 1918, le front allemand s'effondra. Les soldats désertèrent par milliers. Toute la machine de guerre craquait. Néanmoins, à Kiel, les officiers de la flotte décidèrent de livrer une dernière bataille : pour sauver l'honneur. Alors, les marins refusèrent de servir. Ce n'était pas leur premier soulèvement, mais les tentatives précédentes avaient été réprimées par les balles et les bonnes paroles. Cette fois-ci, il n'y avait plus d'obstacle immédiat ; le drapeau rouge monta sur un navire de guerre, puis sur les autres. Les marins élurent des délégués qui formèrent un Conseil. Désormais les marins étaient obligés de tout faire pour généraliser le mouvement. Ils n'avaient pas voulu mourir au combat contre l'ennemi ; mais ils demeuraient dans l'isolement, les troupes dites loyales interviendraient et, de nouveau, ce serait le combat, la répression. Aussi les matelots débarquèrent et gagnèrent Hambourg ; de là, par le train ou par tout autre moyen, ils se répandirent dans toute l'Allemagne.

Le geste libérateur était accompli. Les événements s'enchaînaient maintenant rigoureusement. Hambourg accueillit les marins avec enthousiasme ; soldats et ouvriers se solidarisaient avec eux, ils élirent eux aussi des Conseils. Bien que cette forme d'organisation ait été jusque-là inconnue dans la pratique, un vaste réseau de Conseils ouvriers et de Conseils de soldats couvrit promptement, en quatre jours, le pays. Peut-être avait-on entendu parler des Soviets russes de 1917, mais alors très peu ; la censure veillait. En tout cas, aucun parti, aucune organisation n'avait jamais proposé cette nouvelle forme de lutte.

Précurseurs des Conseils

Toutefois, pendant la guerre en Allemagne, des organismes assez analogues avaient fait leur apparition dans les usines. Ils étaient formés au cours des grèves par des responsables élus, appelés hommes de confiance. Chargés par les syndicats de petites fonctions sur le tas, ces derniers, dans la tradition syndicale allemande, devaient assurer un lien entre la base et les centrales, transmettre aux centrales les revendications

ouvrières. Pendant la guerre, ces griefs étaient nombreux (les principaux portaient sur l'intensification du travail et l'augmentation des prix). Mais les syndicats allemands – comme ceux des autres pays – avaient constitué un front unique avec le gouvernement, afin de lui garantir la paix sociale en échange de menus avantages pour les ouvriers et la participation des dirigeants syndicaux à divers organismes officiels. Aussi les hommes de confiance frappaient-ils à la mauvaise porte. Les « fortes têtes » étaient, tôt ou tard, expédiées aux armées, dans les unités spéciales. Il était donc difficile de prendre position, publiquement, contre les syndicats.

Les hommes de confiance cessèrent donc de renseigner les centrales syndicales – cela ne valait pas la peine – mais la situation, et par conséquent les revendications ouvrières, n'en demeurant pas moins ce qu'elle était, ils se réunirent clandestinement. En 1917, un flot de grèves sauvages déferla sur le pays. Spontanés, ces mouvements n'étaient pas dirigés par une organisation stable et permanente ; s'ils se déroulaient avec un certain ensemble, c'est qu'ils avaient été précédés de discussions et d'accords entre diverses usines, les contacts préliminaires aux actions étant pris par les hommes de confiance de ces usines.

Dans ces mouvements, provoqués par une situation intolérable, en l'absence de toute organisation à laquelle accorder une confiance si limitée fût-elle, les conceptions différentes (sociale-démocrate, religieuse, libérale, anarchiste, etc.) des ouvriers devaient s'effacer devant les nécessités de l'heure ; les masses laborieuses étaient obligées de décider par elles-mêmes, sur la base de l'usine. A l'automne 1918, ces mouvements, jusqu'alors sporadiques et cloisonnés plus ou moins les uns par rapport aux autres, prirent une forme précise et généralisée. Aux côtés des administrations classiques (police, ravitaillement, organisation du travail, etc.) parfois même – en partie – à leur place, les Conseils ouvriers prirent le pouvoir dans les centres industriels importants : à Berlin, à Hambourg, Brême, dans la Ruhr et dans le centre de l'Allemagne, en Saxe. Mais les résultats furent minces. Pourquoi ?

Une facile victoire

Cette carence provient de la facilité même avec laquelle se formèrent les Conseils ouvriers. L'appareil d'État avait perdu toute autorité ; s'ils s'écroulait, çà et là, ce n'était pas en conséquence d'une lutte acharnée et volontaire des travailleurs. Leur mouvement rencontrait le vide et s'étendait donc sans difficultés, sans qu'il fut nécessaire de combattre et de réfléchir sur ce combat. Le seul objectif dont on parlait était celui de l'ensemble de la population : la paix.

Il y avait là une différence essentielle avec la révolution russe. En Russie, la première vague révolutionnaire, la révolution de Février, avait balayé le régime tsariste ; mais la guerre continuait. Le mouvement des travailleurs unis trouvait ainsi une raison d'accentuer sa pression, de se montrer de plus en plus hardi et décidé. Mais en Allemagne, l'aspiration première de la population, la paix, fut immédiatement comblée ; le pouvoir impérial laissait la place à la république. Quelle serait cette république ?

Avant la guerre, il n'y avait sur ce point aucune divergence entre les travailleurs. La politique ouvrière, en pratique comme en théorie, était faite par le Parti social-démocrate et les syndicats, adoptée et approuvée par la majorité des travailleurs organisés. Pour les membres du mouvement socialiste, au cours de la lutte pour la démocratie parlementaire et les réformes sociales, ne songeant qu'à cette lutte, l'État démocratique bourgeois devaient être un jour le levier du socialisme. Il suffirait d'acquiescer une majorité au Parlement, et les ministres socialistes nationaliseraient, pas à pas, la vie économique et sociale ; ce serait le socialisme.

Il y avait aussi, sans doute, un courant révolutionnaire, dont Karl Libknecht et Rosa Luxemburg étaient les représentants les plus connus. Toutefois ce courant ne développa jamais des conceptions nettement opposées au socialisme d'État ; il ne constituait qu'une

opposition au sein du vieux parti ; du point de vue de la base, ce courant ne se distinguait pas clairement de l'ensemble.

Conceptions nouvelles

Pourtant des conceptions nouvelles virent le jour pendant les grands mouvements de masse de 1918 – 1921. Elles n'étaient pas la création d'une prétendue avant-garde, mais bien créées par les masses elles-même. Dans la pratique, l'activité indépendante des ouvriers et des soldats avait reçu sa forme organisationnelle : les Conseils, ces nouveaux organes agissant dans un sens de classe. Et, parce qu'il y avait une liaison étroite entre les formes prises par la lutte de classe et les conceptions de l'avenir, il va sans dire que, çà et là, les vieilles conceptions commençaient d'être ébranlées. A présent, les travailleurs dirigeaient leurs propres luttes en dehors des appareils des partis et des syndicats ; aussi l'idée prenait corps que les masses devaient exercer une influence directe sur la vie sociale par le moyen des Conseils. Il y aurait alors « dictature du prolétariat » comme on disait ; une dictature qui ne serait pas exercée par un parti, mais serait l'expression de l'unité enfin réalisé de toute la population travailleuse. Certes, une telle organisation de la société ne serait pas démocratique au sens bourgeois du terme, puisque la partie de la population qui ne participait pas à la nouvelle organisation de la vie sociale n'aurait voix ni dans les discussions ni dans les décisions.

Nous disions que les vieilles conceptions commençaient d'être ébranlées. Mais il devint vite évident que les traditions parlementaires et syndicales étaient trop profondément enracinées dans les masses pour être extirpées à bref délai. La bourgeoisie, le Parti social-démocrate et les syndicats firent appel à ces traditions pour battre en brèche les nouvelles conceptions. Le parti, en particulier, se félicitait en paroles de cette nouvelle façon que les masses avaient de s'imposer dans la vie sociale. Il allait jusqu'à exiger que cette forme de pouvoir direct soit approuvée et codifiée par une loi. Mais, s'il leur témoignait ainsi sa sympathie, l'ancien mouvement ouvrier, en entier, reprochait aux Conseils de ne pas respecter la démocratie, tout en les excusant en partie à cause d'un manque d'expérience dû à leur naissance spontanée. En réalité, les anciennes organisations trouvaient que les Conseils ne leur faisaient pas une place assez grande et voyaient en eux des organismes concurrents. En se prononçant pour la démocratie ouvrière, les vieux partis et les syndicats revendiquaient en fait pour tous les courants du mouvement ouvrier le droit d'être représentés dans les Conseils, proportionnellement à leur importance numérique respective.

Le piège

La plus grande partie des travailleurs était incapable de refuser cet argument : il correspondait trop à leurs anciennes habitudes. Les Conseils ouvriers rassemblèrent donc des représentants du Parti social-démocrate, des syndicats, des sociaux-démocrates de gauche, des coopératives de consommation, etc. ainsi que des délégués d'usine. Il est évident que de tels Conseils n'étaient pas les organes d'équipes des travailleurs, réunis par la vie à l'usine, mais des formations issues de l'ancien mouvement ouvrier et œuvrant à la restauration du capitalisme sur la base du capitalisme d'État démocratique.

Cela signifiait la ruine des efforts des ouvriers. En effet, les délégués aux Conseils ne recevaient plus leurs directives de la masse, mais de leurs différentes organisations. Ils adjuraient les travailleurs de respecter et de faire régner « l'ordre », proclamant que « dans le désordre, pas de socialisme ». Dans ces conditions, les Conseils perdirent rapidement toute valeur aux yeux des ouvriers. Les institutions bourgeoises se remirent à fonctionner, sans se soucier de l'avis des Conseils ; tel était précisément le but de l'ancien mouvement ouvrier.

L'ancien mouvement ouvrier pouvait être fier de sa victoire. La loi votée par le Parlement fixait dans le détail les droits et les devoirs des Conseils. Ils auraient pour tâche de surveiller l'application des lois sociales. Autrement dit les Conseils devenaient à leur façon des rouages de l'État ; ils participaient à sa bonne marche, au lieu de le démolir. Cristallisées dans les masses, les traditions se révélaient plus puissantes que les résultats de l'action spontanée.

Malgré cette « révolution avortée », on ne peut dire que la victoire des éléments conservateurs ait été simple et facile. La nouvelle orientation des esprits restait tout de même assez forte pour que des centaines de milliers d'ouvriers luttent avec acharnement afin que les Conseils gardent leur caractère de nouvelles unités de classe. Il fallut cinq ans de conflits incessants, pour que le mouvement des Conseils soit définitivement vaincu par le front unique de la bourgeoisie, de l'ancien mouvement ouvrier et des gardes-blancs, formés par les hobereaux prussiens et les étudiants réactionnaires. [...]

[Les organisations en lutte (de classe)]

[En 1920] les effectifs des syndicats révolutionnaires se réduisirent. Une grande partie de leurs adhérents se dirigeaient maintenant vers une toute autre forme d'organisation, mieux adaptée aux conditions de la lutte : l'organisation révolutionnaire d'usine. Chaque usine avait ou devait avoir sa propre organisation, agissant indépendamment des autres, et qui même, dans un premier stade, n'était pas reliée aux autres. Chaque usine faisait donc figure de « république indépendante », repliée sur elle-même.

Sans doute ces organismes d'usines étaient-ils une réalisation des masses ; cependant, il faut souligner qu'ils apparaissaient dans le cadre d'une révolution, sinon vaincue, du moins stagnante. Il devint vite évident que les ouvriers ne pouvaient pas, dans l'immédiat, conquérir et organiser le pouvoir économique et politique au moyen des Conseils ; il faudrait tout d'abord soutenir une lutte sans merci contre les forces qui s'opposaient aux Conseils. Les ouvriers révolutionnaires commençaient donc à rassembler leurs propres forces dans toutes les usines, afin de rester en prise directe sur la vie sociale. Par leur propagande, ils s'efforçaient d'éveiller la conscience des ouvriers, les invitaient à sortir des syndicats et d'adhérer à l'organisation révolutionnaire d'usine ; les ouvriers comme un tout pourraient alors diriger eux-mêmes leurs propres luttes, et conquérir le pouvoir économique et politique sur toute la Société.

En apparence, la classe ouvrière faisait ainsi un grand pas en arrière sur le terrain de son organisation. Tandis qu'auparavant, le pouvoir des ouvriers était concentré dans quelques puissantes organisations centralisées, il se désagrégeait à présent dans des centaines de petits groupes, réunissant quelques centaines ou quelques milliers d'adhérents, selon l'importance de l'usine. En réalité, cette forme se révélait la seule qui permit de poser les jalons d'un pouvoir ouvrier direct ; aussi, bien que relativement petites, ces nouvelles organisations effrayaient la bourgeoisie, la social-démocratie et les syndicats.

Toutefois, ce n'est pas par principe que ces organisations se tenaient isolées les unes des autres. Leur apparition s'était effectuée çà et là, de façon spontanée et séparée, au cours de grèves sauvages (parmi les mineurs de Ruhr, en 1919, par exemple). Une tendance se fit jour en vue d'unifier tous ces organismes et d'opposer un front cohérent à la bourgeoisie et à ses acolytes.

[création de l'Union générale des travailleurs d'Allemagne, AAUD, sur la base de la lutte contre les syndicats et les Conseils d'entreprise légaux, ainsi que le refus du parlementarisme. 300 000 membres fin 1920 sur les dix millions de travailleurs syndiqués (un sur deux) à cette époque. Affaiblie et démantelée après mars 1921.]